

Questions orales

Ensuite, le député s'est interrogé à propos de ce que nous pourrions faire à l'avenir. La seule assurance qu'un contribuable puisse avoir, c'est que le taux de cette taxe n'augmentera pas à condition qu'un gouvernement contrôle ses dépenses. Depuis cinq ans, nous sommes parvenus à limiter en moyenne à 3,5 p. 100 par année la hausse des dépenses du gouvernement du Canada. Cette hausse est inférieure à celle de l'inflation.

Or, au cours de la même période, les provinces ont augmenté en moyenne leurs dépenses de 6,4 p. 100 par année. L'une d'elles, l'Ontario, a augmenté les siennes en moyenne de 9,5 p. 100 par année. C'est la meilleure assurance que nous puissions donner. Si, comme par le passé, nous parvenons à maintenir la hausse de nos dépenses à un niveau inférieur à celui des provinces, les contribuables canadiens peuvent compter que leur fardeau fiscal n'augmentera pas.

M. McCurdy: Le contribuable moyen va être intéressé par cette réponse soigneusement formulée qui ne tient pas compte du fait que le contribuable ordinaire paye 2 000 \$ de plus en impôts annuels.

Le ministre nous demande de lui faire confiance. Dans son rapport, le vérificateur général signale que 1 500 percepteurs n'ont même pas été capables de recueillir la taxe de vente sur les produits manufacturés par 75 000 entreprises et que c'est le contribuable ordinaire qui en a fait les frais.

Comment le ministre peut-il penser que, après avoir doublé ou triplé le nombre de percepteurs, il pourra prélever la taxe auprès d'un million d'entreprises sans alourdir le fardeau fiscal du contribuable ordinaire?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, permettez-moi d'expliquer au député la différence entre la taxe de vente fédérale présentement en vigueur et la taxe sur les produits et services. Dans le régime actuel, 22 000 de ces 75 000 contribuables ont des ententes distinctes avec Revenu Canada. Passées au fil des ans, ces ententes font que notre régime de taxe de vente est devenu le plus complexe du monde.

Le député comprend sûrement pourquoi nous voulons mettre en place un système beaucoup plus simple, soit la taxe sur les produits et services. Nous aurons besoin de beaucoup moins de fonctionnaires pour l'administrer et nous serons certains qu'il y aura beaucoup moins de fraudes fiscales qu'à l'heure actuelle. Le vérificateur général y a fait allusion. C'est une des principales raisons

pour lesquelles nous allons mettre le nouveau système en place.

* * *

[Français]

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le 24 mai dernier, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a déclaré, et je cite: «Nous allons promouvoir la recherche et le développement. Nous voulons appuyer les gagnants.»

Pourriez-vous nous assurer aujourd'hui que les gagnants canadiens vont rester entre les mains des Canadiens?

[Traduction]

L'hon. William C. Winegard (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, en ce qui concerne les sociétés canadiennes, toutes les prises de contrôle auxquelles fait allusion mon collègue sont étudiées par Investissement Canada qui les envisage du point de vue de l'avantage net qu'en retirera le Canada. C'est ce qui importe, l'avantage net pour le Canada.

[Français]

M. Peterson: Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. C'est exactement ce que vous avez fait avec Lumonics, Lee Instruments, Xicom et toutes les autres sociétés de haute technologie que nous avons vendues à l'étranger.

[Traduction]

Dans le même discours, le ministre a fièrement annoncé: «Je suis persuadé que nous disposons des éléments individuels nécessaires pour nous doter d'une puissance industrielle en matière de recherche et de développement capable de nous faire franchir le cap du siècle prochain.»

Et en même temps le gouvernement négocie la vente des laboratoires Connaught au gouvernement français. Pourquoi le gouvernement considère-t-il le gouvernement français comme étant une des pièces maîtresses dont nous avons besoin pour assurer la prospérité de notre économie?

M. Winegard: Monsieur le Président, contrairement à son prédécesseur, le gouvernement ne négocie aucune vente. Il s'agit d'un marché privé qui est à l'étude.

Des voix: Oh, oh!